

LE PCF NAISSANT ET LA QUESTION COLONIALE : LA GUERRE DU RIF Alain Ruscio

FAIBLESSE DE L'ENGAGEMENT ANTICOLONIALISTE FRANÇAIS

Entre 1870 et 1914, la France envoie sur tous les continents ses soldats conquérir un Empire colonial d'une ampleur considérable.

Cette expansion est exactement contemporaine de l'implantation du mouvement ouvrier et socialiste. Or, le moins que l'on puisse dire est que ce mouvement ne saisit pas l'importance du phénomène colonial. Malgré les brillantes analyses de Jaurès, en particulier lors de la conquête du Maroc, malgré des protestations ponctuelles (« *Plus un homme, plus un sou* » pour les guerres coloniales), malgré la publication d'un premier ouvrage théorique en 1905 (Paul Louis, *Le colonialisme*¹), c'est la timidité et la sous-estimation qui, dans le meilleur des cas, l'emporte. La notion même d'anticolonialisme est alors étrangère à l'esprit de la quasi-totalité des Français, et les militants ouvriers ne font pas exception.

Après la guerre, la gauche est divisée entre un pôle *modéré*, largement majoritaire, autour du Parti socialiste SFIO et de la CGT, et un pôle qui se veut révolutionnaire, avec les jeunes PCF et CGTU. Le premier pôle, bien dans la tradition d'avant 1914, accepte le fait colonial, ayant seulement la volonté d'y introduire plus de justice et d'humanité. Le second renverse totalement ce discours. Avec la révolution bolchevik, la constitution d'une Internationale communiste, puis d'une Internationale syndicale rouge (ISR), une nouvelle ligne – la défense de l'indépendance nationale des pays dépendants, la communauté de combat entre colonisés et prolétaires – est censée s'imposer.

Mais l'internationalisme ne se décrète pas. Dans les années qui suivent la fin de la guerre mondiale, on ne peut parler de rupture radicale.

Congrès de Tours pas rupture. Question coloniale mineure.

Seul un groupe de jeunes militants, dont certains issus des colonies, prend au sérieux les nouveaux principes. Un jeune « Annamite » au regard de feu, Nguyen Ai Quoc, le futur Ho Chi Minh, se distingue. Les militants peuvent par exemple lire ses articles dans *L'Humanité* ou *La Vie Ouvrière*, mais aussi dans *Le Libertaire*.

L'ÉPREUVE DU RIF

Mais un grand événement, la guerre dite du Rif (nord du Maroc), qualifiée par le grand historien Charles-André Julien de « *plus difficile guerre coloniale qu'ait faite la France* »² avant la décolonisation, va se charger de mettre les principes à l'épreuve des faits.

Le Maroc est alors sous la double domination de l'Espagne (nord et sud) et de la France (partie centrale, la plus vaste et la plus fertile du pays). Au nord, dans la région du Rif, un patriote marocain issu d'une grande famille, Abd El Krim³ entame dès 1921 la lutte contre la présence espagnole (Primo de Rivera⁴). L'armée espagnole va de déroute en déroute. En avril 1925, Abd El Krim empiète sur le territoire du Maroc « français » du haut Ouergha. Occasion rêvée pour la France coloniale de tenter de le mater. Le maréchal Lyautey, Résident général à Rabat, réplique. Mais, considéré comme trop « mou » face à la révolte, il est vite remplacé par Pétain, partisan de la seule manière forte. Au plus fort de la guerre, Abd El Krim disposera de 75.000 hommes, pour seulement 30.000 fusils. En face, la France et l'Espagne aligneront un corps expéditionnaire énorme, disproportionné : 250.000 hommes, disposant d'une supériorité matérielle écrasante⁵. Il faut savoir que c'est au cours de cette guerre que furent pour la première fois utilisées les techniques proprement terroristes de bombardements aériens de populations *civiles* (190 avions). Grande âme, le général Serrigny, adjoint de Pétain, recommande que « *cette action soit puissante (grosses bombes), large (s'étendant sur toute l'étendue du Rif et des tribus alliées), continue (pendant tout l'été et tout l'hiver)* »⁶.

En France, une campagne d'une violence inouïe se met en place. Plus que les intérêts français, c'est la « civilisation occidentale » qui est menacée. Krim, soutenu par ses frères musulmans et par l'Internationale communiste, est présenté comme l'enfant monstrueux de deux fanatismes. Les Rifains sont surnommés par une certaine presse comme les « *Boches de l'Afrique* ». Les hommes politiques de tous bords font des effets de manche. Les journaux rivalisent dans les descriptions des atrocités de ces « indigènes » retournés à l'état sauvage.

Face à cette escalade, comment va réagir le mouvement ouvrier et démocratique français ?

PREMIÈRES DÉNONCIATIONS DE LA GUERRE

Seule une minorité proteste. Dès septembre 1924, avant même l'extension du conflit au Maroc « français », Pierre Sémard, Secrétaire général du PC, et Jacques Doriot, des Jeunesses communistes, avaient adressé à Abd El Krim un télégramme qui avait fait scandale⁷.

Evidemment, l'entrée en guerre de la France accentue cette protestation. Dès mai est constitué un Comité d'Action contre la Guerre du Rif, qui regroupe le Parti communiste, la JC, la CGTU, l'ARAC, le groupe *Clarté* et les Comités d'union prolétarienne. En fait, sous ces étiquettes diverses, ce sont surtout des militants communistes qui s'activent. Le 16 mai, le Comité est à l'initiative d'un premier rassemblement de protestation, à Luna Park⁸. En juillet, un jeune militant encore inconnu en prend la direction : Maurice Thorez.

Au-delà de ces forces, des intellectuels se mobilisent. Le 2 juillet 1925, *L'Humanité* publie un premier appel, à l'initiative d'Henri Barbusse, signé d'une centaine de noms, dont Louis Aragon, André Breton, René Crevel, Georges Duhamel, Robert Desnos, Paul Eluard, Michel Leiris, Benjamin Péret, Paul Signac, Philippe Soupault, Maurice de Vlaminck, Léon Werth... L'appel n'est pas seulement pacifiste. Il affirme avec force un principe anticolonialiste sans ambiguïté : « *Nous proclamons une fois de plus le droit des peuples, de tous les peuples, à quelque race qu'ils appartiennent, à disposer d'eux-mêmes. Nous mettons ces clairs principes au-dessus des traités de spoliation imposés par la violence aux peuples faibles, et nous considérons que le fait que ces traités ont été promulgués il y a longtemps ne leur ôte rien de leur iniquité. Il ne peut pas y avoir de droit acquis contre la volonté des opprimés. On ne saurait invoquer aucune nécessité qui prime celle de la justice* ».

Aragon va jusqu'à Madrid pour y prêcher la lutte absolue contre le système qui a engendré cette guerre : « *Monde occidental, tu es condamné à mort. Nous sommes les défaitistes de*

l'Europe, prenez garde, ou plutôt non : riez encore. Nous pactiserons avec tous vos ennemis, nous avons déjà signé avec ce démon le Rêve, le parchemin scellé de notre sang et de celui des pavots. Nous nous liguons avec les grands réservoirs d'irréel. Que l'Orient, votre terreur, enfin, à notre voix réponde. Nous réveillerons partout les germes de la confusion et du malaise. Nous sommes les agitateurs de l'esprit, toutes les barricades sont bonnes, toutes les entraves à vos bonheurs maudits. Juifs, sortez des ghettos. Qu'on affame le peuple, afin qu'il connaisse enfin le goût du pain de colère ! Bouge, Inde aux mille bras, grand Brahma légendaire. À toi, Egypte. Et que les trafiquants de drogues se jettent sur nos pays terrifiés. Que l'Amérique au loin croule de ses buildings blancs au milieu des prohibitions absurdes. Soulève-toi, monde. Voyez comme cette terre est sèche, et bonne pour tous les incendies. On dirait de la paille. Riez bien. Nous sommes ceux-là qui donneront toujours la main à l'ennemi » (Conférence, 18 avril 1925)ⁱ.

Éluard envoie à *L'Humanité* un texte vengeur : « *La France est un pays canaille qui rit, qui rit toujours, bassement, de toute grandeur, de toute violence, de toute nudité. Que ses ennemis triomphent, qu'ils l'humilient, qu'ils la contraignent à demander les coups qui l'achèveront, je ne puis en attendre que la Liberté ! Toute guerre suppose une défaite, toute défaite une révolution* » (23 juillet 1925)ⁱⁱ.

LA GRÈVE D'OCTOBRE

Mais la guerre continue.

Les 4 et 5 juillet a lieu à Paris un *Congrès ouvrier et paysan*, qui lance l'idée d'une grève générale d'une journée⁹. Aucune date n'est fixée.

Dès lors, la pression monte. Évidemment, la jeune CGTU, au sein de ce front, a la tâche explicite de mobiliser concrètement les salariés au sein des entreprises. Le 31 juillet, un magnifique dessin de Grandjouan occupe toute la « une » de *La Vie Ouvrière*. La légende est d'ailleurs axée sur la dénonciation de la guerre plus que du colonialisme, ce qui sera une constante de la période : « *Vous avez tué les pères, vous n'aurez pas les fils, non !* ». Les militants de 1925 ont évidemment toujours en tête les images de l'effroyable boucherie de la guerre mondiale. Le titre du journal, au-dessus du dessin de Grandjouan, est significatif : « *Pas les fautes de 1914 ! Contre la guerre du Maroc ! Préparons la grève générale !* ». Fin août a lieu le Congrès confédéral national qui entérine la décision de la jeune Centrale de jeter toutes ses forces dans la préparation de la grève¹⁰.

De nombreuses initiatives sont prises. Au *Congrès ouvrier et paysan* de Paris succèdent ceux de Lille, Lyon, Béziers, Marseille, Bordeaux et Strasbourg. D'après le Bulletin de l'ISR, sans aucun doute en proie au démon de l'exagération, 7.500 délégués, représentant 3 millions de salariés, se seraient ainsi rencontrés¹¹. La presse favorable à la grève – *La VO*, le Bulletin de l'ISR, *L'Humanité*... – signale par ailleurs l'engagement de militants socialistes ou confédérés. *La VO* cite par exemple l'UD de la Meurthe-et-Moselle, qui a manifesté son hostilité à la guerre¹². Selon un schéma classique, la base de la CGT, déterminée, internationaliste, aurait désavoué une direction trop prudente. Mais, malgré l'emphase des formules, il semble bien que l'unité d'action ait peu progressé. L'insistance même mise à souligner les exemples prouve bien qu'il s'est agi d'exceptions. A Paris, en juillet, par exemple, la présence de 130 délégués socialistes et de 160 confédérés (sur 2.500 présents) n'efface pas l'impression de l'écrasante domination unitaire et / ou communiste.

ⁱ In *La Révolution surréaliste*, n° 4, 15 juillet, repris in *L'Œuvre poétique*, Vol. II, Paris, Livre-Club Diderot, 1974

ⁱⁱ « Un appel à la révolution »

La lecture des textes de la CGT, en tout cas, ne laisse aucun doute sur l'hostilité farouche qu'avaient ses dirigeants – et sans doute nombre de ses adhérents – à l'égard de la CGTU en général et de la grève en particulier. Fin août, le Congrès de la CGT refuse tout net de recevoir une délégation du Comité central d'action, qualifié de « *nouveau déguisement du Parti communiste* », ce qui était d'ailleurs en grande partie la vérité. Dans *Le Peuple*, une rubrique intitulée « *la grève communiste* », se réjouit régulièrement des échecs de la préparation. Le 2 octobre, la Commission administrative de la CGT, une nouvelle fois sollicitée, oppose une sèche fin de non-recevoir. Outre une hostilité de principe à toute unité, c'est l'efficacité même d'une telle action qui est mise en doute : où les « communistes » ont-ils vu qu'une grève avait le pouvoir de faire reculer une guerre ? Léon Jouhaux, Secrétaire général, se réfugie derrière un légalisme prudent, qui justifie en fait le colonialisme : « *L'action de la France au Maroc se poursuit d'après les stipulations internationales contenues dans ce qu'on appelle "l'Acte d'Algésiras"* ». Plus grave, il qualifie l'action militaire, comme le font alors le gouvernement et la quasi-totalité des forces politiques, de « *travail de pacification* ». Ce n'est pas, conclut-il, l'action de la France qui menace la paix, c'est sa contestation par Abd el Krim : « *Il serait particulièrement grave dans la situation internationale présente de rouvrir les discussions qui avaient failli provoquer une guerre européenne en 1912* »¹³.

C'est finalement le samedi 10 octobre que le Comité d'Action fixe la date : ce sera le lundi 12. Il y a là une inconnue devant laquelle le chercheur avoue sa perplexité. Alors que la préparation avait été lente, méthodique, durant trois mois, pourquoi cette accélération soudaine ? Des informations sur une éventuelle arrestation en masse de militants ont-elles décidé (contraint ?) les dirigeants à précipiter les événements ? Ou le Comité a-t-il au contraire voulu jouer la surprise pour prendre de court les forces de répression ?

En tout cas, c'est une édition spéciale de *L'Humanité*, le 11, qui se fait le vecteur de l'Appel : « *Travailleurs et Travailleuses. L'heure de la démonstration prolétarienne a sonné. Lundi 12 octobre, vous cesserez le travail pour 24 heures. Le Comité Central d'Action prépare, depuis plus de trois mois, la protestation du prolétariat contre les guerres impérialistes du Maroc et de Syrie et contre les impôts Caillaux. Ses propagandistes ont dénoncé, dans des milliers de meetings, la politique criminelle d'un gouvernement asservi à la haute finance. Les mots d'ordre adoptés par sept Congrès ouvriers et paysans ont été diffusés à travers toute la France et ont soulevé le prolétariat des villes et des champs (...). Travailleurs de tout le pays, ouvriers, fonctionnaires, employés, paysans, debout contre la guerre. Opposez à l'impérialisme français la barrière résolue de votre front unique en action. Désertez en masse votre travail, manifestez avec le Comité Central d'Action. À bas la guerre ! Vive la grève générale de 24 heures !* »¹⁴

LES RÉSULTATS DE LA GRÈVE

Au lendemain du mouvement, comme il est de tradition, les organisateurs triomphent et ses adversaires crient à l'échec.

Il faut d'abord souligner l'extrême violence, verbale ou souvent physique, propre à tous les mouvements sociaux de l'époque, qui a accompagné ce mouvement. La presse, le discours politique, bruissent des dénonciations les plus folles de la « grève insurrectionnelle ». Patronat et gouvernement sont bien décidés à répondre à ce premier grand défi des « communistes ». Partout, il y a des échauffourées. Un ouvrier, André Sabatier, est tué par balle par un ingénieur de l'usine Radio-Électric de Suresnes, qui avait reçu une pierre... La police procède à plusieurs centaines d'arrestations, beaucoup pour fait de grève (167 pour le seul 12 octobre), d'autres pour participation à des mouvements ayant entraîné des heurts avec la police, d'autres

enfin pour des motifs pouvant aller jusqu'à... fredonner des chansons subversives, telle que *Au Maroc*, ou réciter le poème de Monthéhus *Aux victimes du Maroc*¹⁵. En novembre, on dénombre 165 militants emprisonnés et 263 poursuivis. Les tribunaux requièrent 320 années de prison¹⁶. Le record en la matière est détenu par Jean Georges, le Secrétaire de l'UD CGTU de Haute-Garonne, qui est condamné à 15 mois¹⁷. Le jeune Maurice Thorez écope de 14 mois. Dans ces conditions, il fallait un caractère trempé et une conviction à toute épreuve pour participer à un tel mouvement.

C'est à la lumière de ce climat qu'il faut tenter d'évaluer la portée de ce mouvement. Manifestation éclatante et massive de l'internationalisme prolétarien ? Ou « *fiasco* », « *gesticulation sans grande portée pratique* », selon les formules de Serge Berstein et Jean-Jacques Becker¹⁸ ?

C'est Gaston Monmousseau qui, le 16 octobre, dans *La Vie Ouvrière*, signe l'éditorial, imprimant immédiatement à ce fait une marque d'épopée qui ne le quittera plus. Plus d'un million de grévistes, prétend-il, ont participé au mouvement, des centaines de milliers d'autres « *se sont solidarisés par des moyens appropriés* ». Ce chiffre d'un million de grévistes, légèrement érodé à 900.000, va désormais entrer dans la saga révolutionnaire. Il figurera longtemps dans tous les Manuels d'histoire édifiants¹⁹. A l'inverse, une fourchette basse de 100.000 grévistes est proposée par l'historien allemand Jacob Moneta²⁰. Même si la vérité ne se situe pas toujours à mi-chemin entre deux extrêmes, il faut probablement éliminer ces deux chiffres. René Gallissot²¹ fait remarquer que le PC n'avait même pas atteint 900.000 voix aux élections de juin 1924, ce qui est la stricte vérité²², et propose d'opérer un abatement d'un tiers ou de la moitié. Il y aurait donc eu entre 400 et 600.000 grévistes ce jour-là, dont une grosse proportion en région parisienne.

Mais cette querelle n'a d'intérêt que si l'on suppose que les organisateurs de la grève pensaient qu'elle avait à elle seule la capacité d'arrêter la guerre. Ce qui serait leur prêter une immaturité politique abyssale. En fait, cet affrontement de chiffres est devenu relativement mineur aujourd'hui. Ce qui compte, c'est évidemment la signification symbolique du mouvement. Dans un climat particulièrement défavorable, des organisations ont visé très haut : faire la démonstration que l'internationalisme pouvait passer – ou plutôt : commencer à passer – dans les actes. Les grévistes d'octobre 1925 étaient en tout état de cause strictement minoritaires. Mais ils ont marqué de leur empreinte l'histoire sociale et politique française.

¹ Paris, Petite Bibliothèque socialiste, 1905

² *Le Maroc face aux impérialismes (1415-1956)*, Paris, Ed. Jeune Afrique, 1978

³ Mohammed El-Khattabi, couramment appelé Abd el Krim (1883-1962). Voir sa biographie par Zakya Daoud, *Abd el Krim. Une épopée d'or et de sang*, Paris, Séguier, Coll. Les colonnes d'Hercule, 1999

⁴ Miguel Primo de Rivera (1870-1930), officier supérieur et homme politique conservateur espagnol. Commandant en chef au Maroc espagnol à partir de juillet 1922.

Il est le père de José Antonio, fondateur de la *Phalange*.

⁵ Voir Daniel Rivet, *Lyautey et l'institution du Protectorat français au Maroc*, Paris, L'Harmattan, Coll. Histoire et perspectives méditerranéennes, Vol. III, 1996

⁶ Cité par Daniel Rivet, o.c.

⁷ *L'Humanité*, 11 septembre 1924

⁸ *L'Humanité* du 17 annoncera, sans doute avec quelque exagération, la présence de 15.000 personnes.

⁹ Voir René Gallissot, « *Le PCF et la guerre du Rif* », in *Abd el Krim et la République du Rif*, Actes du Colloque international, janvier 1973, Paris, Ed. François Maspero, 1976

¹⁰ Compte-rendu du Congrès dans *La Vie Ouvrière* du 28 août, Résolution dans le n° du 4 septembre

¹¹ Décembre 1925

¹² 17 juillet

¹³ Toutes ces citations sont extraites du compte-rendu de la CA in *La Voix du Peuple*, novembre 1925.

¹⁴ *L'Humanité*, 11 octobre

¹⁵ Georges Oved, *La gauche française et le nationalisme marocain*, Paris, L'Harmattan, 1985

¹⁶ Chiffres de Pierre Sémard, cités par Jacques Fauvet, *histoire du PCF, 1920-1976*, Paris, Grasset, Coll. Les grandes études contemporaines, 1977

¹⁷ Gaston Monmousseau, *La Vie Ouvrière*, 13 novembre

¹⁸ *Histoire de l'anti-communisme en France*, Vol. I, 1917-1940, Paris, Ed. Olivier Orban, 1987

¹⁹ Voir par exemple le Manuel *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Ed. Sociales, 1964, longtemps lecture unique dans les Ecoles de formation des cadres communistes.

²⁰ *Le PCF et la question coloniale, 1920-1965*, Paris, François Maspero, Coll. Livres rouges, 1971

²¹ Article cité

²² 875.812 voix (Jacques Fauvet, o.c.)